

MTL.

L.7422/1.

ROYAUME DE BELGIQUE
- 1 -
27 FEV 1961
Transmis à M. Overgemaakt aan G. H.

Coördinatie (2)

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 25 janvier 1961, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant certaines mesures exceptionnelles en matière de délais et de sursis, en raison des troubles sociaux survenus en Belgique", a donné le 25 janvier 1961 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e januari 1961 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende bepaalde uitzonderlijke maatregelen inzake uitstel en schorsing wegens de sociale woelingen in België", heeft de 25e januari 1961 het volgend advies gegeven :

Les articles 2 et 3 du projet disposent "qu'il est fait application de l'alinéa 8 de l'article 1244 du Code civil". Le Conseil d'Etat propose de reprendre le contenu de cet alinéa en l'adaptant à la matière du projet.

Afin d'assurer l'efficacité des garanties que l'article 4 du projet doit donner aux tiers, il y a lieu de compléter l'article 3 en prévoyant la dénonciation de l'appel au greffier du tribunal dont le président a prononcé la décision attaquée.

+

+ +

La date du dépôt du projet dont il est question à l'article 5 du projet - qui devient l'article 6 dans le texte proposé - n'étant pas publiée au Moniteur belge, il est préférable de remplacer les mots "à la date du dépôt du présent projet" par l'indication de la date où celui-ci sera effectivement déposé.

+

+ +

.../...

Si le Gouvernement entend élargir, notamment en matière administrative, le domaine d'application de la présente loi, il pourrait s'inspirer de l'arrêté-loi du 15 mai 1940 lequel s'applique à "tous actes qui, d'après la loi, doivent être faits dans un délai déterminé".

Le texte proposé ci-après tient compte des intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été communiquées au Conseil d'Etat, ainsi que des remarques formulées ci-avant. Il comporte également des modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire.

PROJET DE LOI PORTANT CERTAINES MESURES EXCEPTIONNELLES
EN MATIERE DE DELAIS ET DE SURSIS, EN RAISON DES TROUBLES
SOCIAUX SURVENUS EN BELGIQUE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la
Justice et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre
des Finances sont chargés de présenter en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur
suit :

.../...

Article 1er.-

Si le débiteur éprouve des difficultés graves à respecter ses obligations en raison de faits résultant des troubles sociaux survenus en Belgique du 20 décembre 1960 au 23 janvier 1961, le juge peut appliquer les dispositions de l'article 1244 du Code civil, même s'il s'agit de lettres de change et de billets à ordre ou si le débiteur a été condamné par une décision judiciaire rendue avant l'entrée en vigueur de la présente loi, et qui n'est plus susceptible d'appel ni d'opposition.

Article 2.-

Lorsqu'une décision judiciaire qui n'est plus susceptible d'appel ni d'opposition est intervenue antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, la demande de sursis à l'exécution ou de termes et délais, fondée sur l'article 1er, est formée, à peine de déchéance, dans les quinze jours du commandement préalable à la saisie ou, si celui-ci est antérieur à cette entrée en vigueur, dans les quinze jours de celle-ci.

La demande est portée devant le président du tribunal de première instance statuant au fond dans les formes et délais de la procédure en référé. Elle suspend de plein droit l'exécution du jugement.

La décision rejetant la demande de délai n'est pas susceptible d'opposition; l'appel doit être intenté dans la quinzaine du prononcé de la décision du président. Le juge d'appel statue au plus tard dans les deux mois.

Article 3.-

En matière civile et commerciale, le juge peut, en tenant compte de la situation des parties, relever, jusqu'à la date qu'il détermine, les personnes qui en font la demande, de toutes prescriptions, péremptions et déchéances intervenues du 20 décembre 1960 au 23 janvier 1961, à charge pour ces personnes d'établir qu'il leur a été impossible de faire valoir leurs droits en temps utile en raison des troubles sociaux.

La demande est introduite, au plus tard dans les quinze jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, devant le président du tribunal de première instance statuant au fond dans les formes et délais de la procédure en référé.

La décision rejetant la demande n'est pas susceptible d'opposition; l'appel doit être intenté dans la quinzaine du prononcé de la décision du président. Le juge d'appel statue au plus tard dans les deux mois.

Dans les matières dont il est question à l'article 4, l'appel doit être, à peine de déchéance, dénoncé dans les trois jours au greffe du tribunal qui a rendu la décision attaquée. Le greffier fait mention du recours en marge de la décision.

.../...

Article 4.-

Le greffier transmet, sans délai, au conservateur des hypothèques ou, s'il s'agit de privilège agricole, au receveur de l'enregistrement, pour être transcrit dans leurs registres, un extrait de la demande dont il est question à l'article 3 lorsqu'elle est relative à des actes soumis à l'inscription ou à la transcription.

Cet extrait contient les nom, prénoms, profession et domicile des parties, le cas échéant, ceux du nouveau propriétaire, avec l'indication de son titre de propriété, la désignation individuelle des biens, l'objet de la demande et l'indication du tribunal qui en est saisi.

Le greffier du tribunal, lorsque la décision n'est plus susceptible d'appel, ou, le cas échéant, le greffier de la cour dès le prononcé de l'arrêt, transmet sans délai un extrait de la décision intervenue au conservateur des hypothèques ou, s'il s'agit de privilège agricole, au receveur de l'enregistrement.

Cet extrait contient les nom, prénoms, profession et domicile des parties, le dispositif de la décision et l'indication du tribunal ou de la cour qui l'a prononcée.

La décision est inscrite en marge de la transcription ordonnée à l'alinéa 1er.

.../...

Article 5.-

La présente loi ne porte pas préjudice aux droits, rangs et privilèges résultant d'une publicité légalement organisée, et acquis par des tiers de bonne foi en vertu d'une formalité accomplie après le 19 décembre 1960.

Article 6.-

Sauf les règles particulières fixées à l'article 7 en matière fiscale - tous délais pour attaquer les décisions des juridictions venus à expiration du 20 décembre 1960 au 23 janvier 1961 sont rouverts jusqu'à l'expiration du quinzième jour suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, au profit de la partie qui établit qu'il lui a été impossible d'agir dans le délai légal. La présente disposition n'est toutefois pas applicable si l'exécution de la décision judiciaire est entièrement réalisée
la ...

Article 7.-

Sont abolies, au profit tant de l'Etat, des provinces et des communes que du contribuable, toutes prescriptions, forclusions, péremptions et déchéances intervenues en matière fiscale du 20 décembre 1960 au 23 janvier 1961.

.../...

Ces prescriptions, forclusions, péremptions et déchéances ne pourront être acquises qu'après l'expiration du quinzième jour suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Le présent article n'est pas applicable au délai fixé par l'article 159 , 1°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Article 8.-

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Finances,

De artikelen 2 en 3 van het ontwerp bepalen, dat "het achtste lid van artikel 1244 van het Burgerlijk Wetboek wordt toegepast". De Raad van State stelt voor, de inhoud van dit lid in aangepaste vorm over te nemen.

Opdat de door artikel 4 van het ontwerp aan derden te verschaffen zekerheid doeltreffend kan zijn, dient artikel 3 te worden aangevuld met de bepaling, dat het hoger beroep moet worden aangezegd aan de griffier van de rechtbank waarvan de voorzitter de bestreden beschikking heeft gewezen.

+

+ +

De datum van indiening van het ontwerp waarvan sprake in artikel 5 - artikel 6 in de voorgestelde tekst - zal niet in het Belgisch Staatsblad worden vermeld ; daarom vervange men de woorden "op de datum waarop dit ontwerp wordt ingediend" door de opgave van de datum waarop het werkelijk zal zijn ingediend.

+

+ +

Wenst de Regering onder meer in bestuurszaken het toepassingsgebied van de onderhavige wet uit te breiden, dan zou zij zich kunnen laten leiden door de besluitwet van 15 mei 1940 die toepassing vindt op alle handelingen, welke volgens de wet binnen een bepaalde termijn moeten worden verricht.

.../...

De hierna voorgestelde tekst houdt rekening met de bedoelingen van de Regering, zoals deze aan de Raad van State zijn medegedeeld, en met de hier gemaakte opmerkingen. Hij bevat ook vormwijzigingen, die geen commentaar behoeven.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE UITZONDERINGSMAATREGELEN INZAKE
UITSTEL EN SCHORSING WEGENS DE SOCIALE WOELINGEN IN
BELGIE.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie
en van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie en Onze Minister
van Financiën zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende
Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de
tekst volgt :

Artikel 1.-

Mocht een schuldenaar, wegens feiten ontstaan uit de sociale woelingen die zich in België van 20 december 1960 tot 23 januari 1961 hebben voorgedaan, ernstige moeilijkheden ondervinden om zijn verplichtingen na te komen, dan kan de rechter de bepalingen van artikel 1244 van het Burgerlijk Wetboek toepassen,

.../...

zelfs wanneer het wisselbrieven en orderbriefjes betreft of wanneer de schuldenaar veroordeeld is bij een vóór de inwerkingtreding van deze wet gewezen rechterlijke beschikking die niet meer voor hoger beroep of voor verzet vatbaar is.

Artikel 2.-

Wanneer een rechterlijke beschikking waartegen geen hoger beroep of verzet meer mogelijk is, gewezen is vóór de inwerkingtreding van deze wet, moet de op artikel 1 gegronde aanvraag tot het verkrijgen van schorsing van de tenuitvoerlegging of van tijdsbepalingen en uitstellen, op straffe van verval worden gedaan binnen vijftien dagen na het bevel vóór beslag of, wanneer dit bevel aan deze inwerkingtreding voorafgaat, binnen vijftien dagen na deze.

De aanvraag wordt ingediend bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg die ten gronde uitspraak doet in de vormen en binnen de termijnen van de rechtspleging in kort geding. Zij schorst de tenuitvoerlegging van het vonnis van rechtswege op.

Tegen de beschikking waarbij een aanvraag om uitstel wordt afgewezen, kan geen verzet worden gedaan; hoger beroep moet binnen vijftien dagen na de uitspraak van de beschikking van de voorzitter ingesteld worden. De rechter in hoger beroep doet uitspraak binnen twee maanden.

.../...

Artikel 3.-

In burgerlijke en handelszaken kan de rechter, met inachtneming van de toestand van partijen, tot de datum die hij bepaalt, de personen die erom verzoeken, ontheffen van iedere verjaring, van ieder verval van het geding en van ieder verval ingetreden van 20 december 1960 tot 23 januari 1961, op last voor die personen te bewijzen, dat het hun wegens de sociale woelingen onmogelijk is geweest te bekwamer tijd hun rechten te doen gelden.

De aanvraag wordt uiterlijk binnen vijftien dagen na de inwerkingtreding van deze wet ingediend bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg die ten gronde uitspraak doet in de vormen en binnen de termijnen van de rechtspleging in kort geding.

Tegen de beschikking waarbij de aanvraag wordt afgewezen, kan geen verzet worden gedaan ; hoger beroep moet binnen vijftien dagen na de uitspraak van de beschikking van de voorzitter ingesteld worden. De rechter in hoger beroep doet uitspraak binnen twee maanden.

In de zaken waarvan sprake in artikel 4 moet het hoger beroep, op straffe van verval, binnen drie dagen aangezegd worden op de griffie van de rechtbank die de bestreden beschikking heeft gewezen. De griffier maakt melding van het beroep op de kant van de beschikking.

.../...

Artikel 4.-

De griffier doet onverwijld aan de hypotheekbewaarder of, indien het een landbouwvoorrecht betreft, aan de ontvanger der registratie, om in hun registers te worden overgeschreven, een uittreksel uit de in artikel 3 bedoelde aanvraag toekomen, wanneer zij verband houdt met aan inschrijving of overschrijving onderworpen akten.

Dit uittreksel vermeldt naam, voornamen, beroep en woonplaats van partijen, in voorkomend geval van de nieuwe eigenaar, met aanduiding van zijn eigendomstitel, de individuele aanwijzing van de goederen, het voorwerp van de aanvraag en de rechtbank die ervan kennis neemt.

De griffier van de rechtbank, wanneer tegen de beschikking geen hoger beroep meer kan worden ingesteld, of, in voorkomend geval, de griffier van het hof, dadelijk na de uitspraak van het arrest, doet onverwijld aan de hypotheekbewaarder of, indien het een landbouwvoorrecht betreft, aan de ontvanger der registratie, een uittreksel uit de gewezen beslissing toekomen. Dit uittreksel vermeldt naam, voornamen, beroep en woonplaats van partijen, het beschikkend gedeelte van de beschikking alsook de rechtbank of het hof waardoor de beschikking is gewezen.

De beschikking wordt ingeschreven op de kant van de overschrijving die in het eerste lid is voorgeschreven.

.../...

Artikel 5.-

Deze wet doet geen afbreuk aan de rechten, rangen en voorrechten die voortvloeien uit een wettelijke openbaarheid en door te goeder trouw zijnde derden verkregen zijn krachtens een na 19 december 1960 vervulde formaliteit.

Artikel 6.-

Behoudens de in artikel 7 bepaalde bijzondere regelen in fiscale zaken, worden alle van 20 december 1960 tot 23 januari 1961 verstreken termijnen om de rechterlijke beschikkingen te bestrijden, heropend tot het verstrijken van de vijftiende dag na die waarop deze wet in werking treedt, ten voordele van de partij die bewijst dat het haar onmogelijk was binnen de wettelijke termijn te handelen. Deze bepaling is evenwel niet toepasselijk wanneer de rechterlijke beschikking volledig ten uitvoer is gelegd, op ...

Artikel 7.-

Zowel ten bate van de Staat, de provincies en de gemeenten als ten bate van de belastingplichtige worden opgeheven elke verjaring, elke uitsluiting, elk verval van het geding en elk verval, in fiscale zaken ingetreden van 20 december 1960 tot 23 januari 1961.

.../...

Deze verjaring, deze uitsluiting en dit verval kunnen eerst na het verstrijken van de vijftiende dag na die waarop deze wet in werking treedt, verkregen zijn.

Dit artikel is niet van toepassing op de termijn bepaald in artikel 159, 1°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Artikel 8.-

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUTENS,
de Heren :

premier président,
eerste-voorzitter,

L. MOUREAU,
G. HOLOYE,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

A. BERNARD,

assesseurs de la
section de législation,

Ch. VAN REEPINGHEN,

bijzitters van de
afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAU,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUTENS.

Le rapport a été présenté par M.W.VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUTENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.W.VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) C. ROUSSEAU.

(s) J.SUTENS.